

Conseil Municipal  
du 16 novembre 2023

♦♦♦♦♦♦♦♦

**PROCES-VERBAL DE REUNION**

|    |  |
|----|--|
| 1  | Subvention octroyée à ASCA (Association pour les actions professionnelles, commerciales et les animations des élèves du lycée Rochefeuille)  |
| 2  | Dénomination de rue – ZI du Terras   |
| 3  | Approbation d'un projet de convention de servitudes au profit d'ENEDIS   |
| 4  | Projet NEFLE école Pierre et Marie Curie Autorisation de signature de la convention entre la Ville et éducation Nationale  |
| 5  | Aide attribuée par élève Mayennais aux FSE Foyers Sociaux éducatifs des collèges et lycées situés sur la commune de Mayenne  |
| 6  | Demande de subvention FSE du collège Sévigné 2023 2024   |
| 7  | AVENANT à la CONVENTION relative à la participation financière de la Ville aux frais de personnel liés au temps de repas des écoles privées St Martin et St Anne St Joseph                         |
| 8  | Soutien à l'organisation d'événements sportifs   |
| 9  | Contrats d'images  |
| 10 | Mandat spécial pour la participation de 4 élus au 105ème Congrès des Maires et Présidents d'intercommunalités de France, Paris - 21 au 23 Novembre 2023  |
| 11 | Finances – Transfert de compétence « local prévention santé » – procès-verbal de mise à disposition des biens à titre gratuit  |
| 12 | Finances – Achat mutualisé d'un nettoyeur haute pression – Versement d'un fonds de concours au budget annexe déchets ménagers de Mayenne Communauté  |
| 13 | Finances – Budget annexe eau et assainissement – Travaux extension de réseaux chemin de Grinhard - Versement d'une participation aux travaux par Mayenne Communauté                                |
| 14 | Finances – Budget principal – Exercice 2023 – Décision modificative n°2  |
| 15 | Finances – Budget principal - Exercice 2023 – Admission en non-valeur de produits communaux  |
| 16 | Vente d'un camion - Autorisation de signature  |
| 17 | Résiliation de l'adhésion à e-collectivité Syndicat Mixte Régional   |
| 18 | Validation de la nouvelle Convention Cadre Ville/CCAS  |
| 19 | Marchés publics – Contrat d'exploitation et de maintenance des installations CVC des bâtiments de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté (22SER04) – Avenant n°1 – Autorisation de signature |
| 20 | Marchés publics – Travaux de rénovation de la tribune du stade (23TRA06) – Lot 1 : Maçonnerie - Avenant – Autorisation de signature  |

## **RECAPITULATIF DES CONVENTIONS SANS DECISION**

|   |  |                 |
|---|--|-----------------|
| Conseil départemental de la Mayenne           | Convention d'occupation temporaire du domaine privé  | A titre gratuit |
| Les virades de l'espoir de Mayenne            | Convention d'occupation temporaire du domaine privé  | A titre gratuit |
| Wiconnect                                     | Avenant contrat de maintenance – sécurité informatique   | 11 60,80 €      |
| Santerne                                      | Convention de mise à disposition d'une partie de l'impasse des perchérons dans le cadre d'une activité professionnelle | /               |
| Lycée Rochefeuille                            | Convention de partenariat actions pédagogiques   | /               |
| Etoile Cycliste Mayennaise                    | Convention d'occupation temporaire du domaine privé  | A titre gratuit |
| Entente Athlétisme Nord Mayenne               | Convention d'occupation temporaire du domaine privé pour l'organisation d'une course                                   | A titre gratuit |
| Alain Lucazeau                                | Convention de prestation pour actions d'initiation et d'entraînement au jeu d'échecs à destination des écoliers        | 3 500 €         |
| Comité local de coordination Pays de la Loire | Convention d'occupation temporaire du domaine privé dans le cadre du bus rugby tour                                    | A titre gratuit |

## **ARRETES ET DECISIONS MUNICIPAUX**

M. le MAIRE rend compte des arrêtés et décisions municipaux intervenus depuis la dernière séance du Conseil Municipal, ce en application des dispositions des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement de la délibération par laquelle le Conseil Municipal lui a délégué une partie de ses attributions :

|            |   |
|------------|---|
| ARR2023_46 | Autorisation d'occupation du domaine public |
|------------|---|

| DEPARTEMENT<br>DE LA MAYENNE        | VILLE de M A Y E N N E   |   |
|-------------------------------------|--|---|
| ARRONDISSEMENT<br>DE MAYENNE        | EXTRAIT du REGISTRE<br>des DELIBERATIONS<br>du CONSEIL MUNICIPAL |   |
| Conseillers en exercice             | 33   | L'an deux mille vingt-trois, le 10 novembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 16 novembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h. |
| Conseillers présents ou représentés | 32   |   |
| Contre                              | 0  |   |
| Pour                                | 32   |   |
| Abstention                          | 0  |   |
| Quorum                              | 17   |   |

### Séance du 16 novembre 2023

#### Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, RONDEAU, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. TRIDON (*quitte la séance au point n°15 et donne pouvoir à M. MOTTAIS*), Mme ROUYERE, M. FAUCON, Mme ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA, M. BREHIN conseillers municipaux.

#### Excusés :

Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. BONNET donne pouvoir à Mme DESBOIS  
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme ES-SAYEH

Mme OGER.

M. PAILLASSE a été désigné secrétaire de séance.

-----

Les procès-verbaux des conseils municipaux du 7 septembre et 21 septembre ont été adoptés.

-----

**M. LE SCORNET** : Nous avons le plaisir d'accueillir deux lycéennes de Rochefeuille. Lors de notre dernier conseil, nous nous étions interrogés sur la manière dont on pouvait aider les populations marocaines touchées par le séisme. On s'est dit qu'on pouvait profiter de votre séjour pour nouer un partenariat. Vous allez nous faire un compte-rendu de la manière dont les choses se sont déroulées.

**Zara et Adeline** : Nous sommes toutes les deux en SAPAT et nous sommes allées faire un voyage au Maroc pour aider un village qui a été touché par le séisme du 8 septembre dernier. Par le biais d'une association au Maroc « Initiatives » et grâce à Mayenne qui nous a versé 1000 euros, nous avons pu les aider. Nous avons pu acheter 20 paniers de courses. Il y avait une grande hospitalité de la part des habitants, malgré le fait que certaines femmes aient pu perdre leur mari et n'avait plus de maison. Ils ont été très chaleureux avec nous et nous ont accueillis à bras ouverts. Ça reste un voyage qu'on n'oubliera jamais.

**Mme FOURNIER** : Combien de temps après le séisme, y-êtes-vous allées ?

**Zara et Adeline** : 3 semaines après.

**M. TALOIS** : Pouvez-vous nous décrire l'association Initiatives avec laquelle vous avez travaillé ?

**Mme CASSOL** : J'ai fait les démarches pour trouver une association sur place afin d'être accompagné. On voulait être au plus près des besoins des populations. Ils n'avaient plus les moyens de s'alimenter car ils n'avaient plus de marché sur place.

**M. TALOIS** : Vous avez eu des rencontres avec des jeunes de votre âge ?

**Zara et Adeline** : Dans le cadre des animations, il y avait surtout des enfants et des jeunes en situation de handicap.

**Mme FOURNIER** : Il y a beaucoup d'habitants dans le village que vous avez aidé ?

**Zara et Adeline** : Il y a une vingtaine de familles.

**M. LE SCORNET** : C'est le fruit d'une rencontre entre vous et le conseil municipal. Pour vous, ce sont des moments forts. Pouvez-vous nous décrire ce qui vous a le plus marqué quand vous êtes arrivés ?

**Zara et Adeline** : Une dame nous a annoncé qu'elle avait perdu son mari et elle était en pleurs. Les enfants nous ont aussi beaucoup touchés.

**M. LE SCORNET** : Bravo de la part du conseil municipal.

**M. CASSOL** : Merci à vous. J'ai tout de suite pris contact avec Jean-Pierre Le Scornet pour savoir si on pouvait avoir une aide financière car on était à quelques semaines du départ et on n'avait pas les moyens de constituer un autofinancement. Merci d'avoir soutenu ce projet car ça nous tenait à cœur et il a pu se réaliser.

**Zara et Adeline** : Les deux classes vous remercient d'avoir financé ce projet car on a pu vivre une très belle expérience.

-----  
Les procès-verbaux des conseils municipaux des 7 et 21 septembre ont été adoptés.  
-----

|  |
|--|
| <b>1 – Subvention octroyée à ASCA (Association pour les actions professionnelles, commerciales et les animations des élèves du lycée Rochefeuille)</b> |
|--|

**M. LE SCORNET expose :**

Lors du dernier conseil municipal, il avait été évoqué le principe que la ville de Mayenne s'associe au lycée Rochefeuille afin d'apporter une aide directe à la population marocaine touchée par un important séisme le 8 septembre 2023.

Une trentaine d'élèves du lycée Rochefeuille sont allés au Maroc du 30 septembre au 6 octobre 2023. Ils se sont rendus dans le village de Toulizine (à 7km de Tighdwine, commune rurale de la région de Marrakech-Safi), afin de mener leur action solidaire.

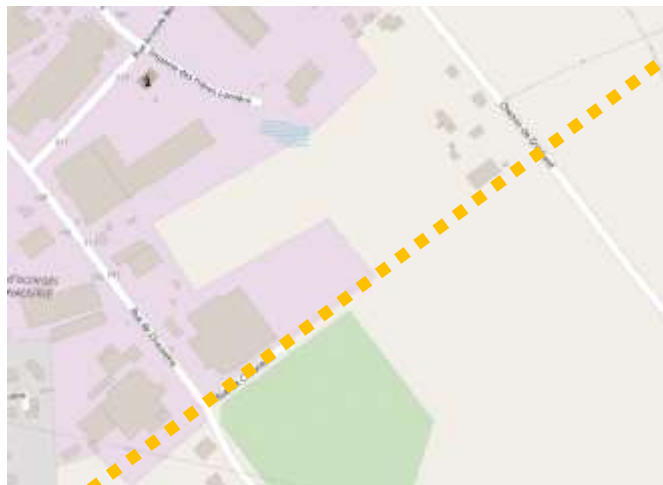
Les missions effectuées ont été les suivantes :

- trouver une association sur place qui puisse coordonner leur action et évaluer les besoins prioritaires
- faire les achats à Marrakech avec leur aide pour les 20 familles destinataires
- organiser l'acheminement des denrées alimentaires
- se rendre sur place pour déposer les denrées dans le village
- échanger avec l'association "Initiatives citoyennes" pour comprendre leurs missions (et celle de la protection civile) et rencontrer les habitants.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, attribue une subvention de 1000 euros à l'association ASCA pour l'accomplissement de ces missions.**

## 2 – Dénomination de rue – ZI du Terras

### M. MARIOTON expose :



Afin de répondre aux besoins d'adressage de cette zone, nous avons besoin de nommer cette nouvelle rue qui relie la rue de Chauvrie au chemin de Grinhard

Nous vous proposons rue Colette Kreder.

**Colette Kreder** (1934-2022) : née à Commer(53), ingénieure au sein du service technique des télécommunications du ministère de l'Air et des Lignes télégraphiques et téléphoniques. « Elle y fait l'expérience des discriminations sexistes ». Créatrice et PDG de la société Soredi (1971), puis directrice de l'école polytechnique féminine, entre 1979 et 1994 qu'elle quitte parce que « la parité dans les recrutements n'était plus assurée », (France Chabod). Commandeure de la Légion d'honneur, sa retraite est placée sous le signe du militantisme. En avril 1992, elle fonde le réseau Demain la parité, avec Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber, et s'engage sur la parité en politique « Tant que la place des femmes n'est pas reconnue, il y a rupture du contrat républicain », estimait Colette Kreder. Fin 2000, elle est à l'initiative de l'association Femmes et sciences, qui promeut les études scientifiques auprès des jeunes filles.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide le nom de cette rue Colette Kreder.**

## 3 - Approbation d'un projet de convention de servitudes au profit d'ENEDIS

### M. MARIOTON expose :

Dans le cadre de la rénovation du groupe scolaire Pierre & Marie Curie, rue Lamartine, des alimentations électriques BTA (Basse Tension A) doivent être réalisées sur les parcelles BE 369 et BE 451.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise M. le Maire à signer les conventions entre la Ville de Mayenne et ENEDIS ainsi que toutes les pièces afférentes.**

#### **4 - Projet NEFLE école Pierre et Marie Curie Autorisation de signature de la convention entre la Ville et éducation Nationale**

##### **M. PAILLASSE expose :**

Les projets NEFLE « Notre Ecole Faisons La Ensemble », organisés dans le cadre du Conseil National de la Refondation sont des projets montés au niveau local en faveur des élèves et qui se présente sous forme d'initiatives éducatives collaboratives qui sont de nature à favoriser la réussite scolaire, le bien-être de tous les élèves et à réduire les inégalités scolaires.

Ce programme est financé par l'Etat à travers le Fond d'innovation pédagogique (500 000 € pour le quinquennat)

Dans le cadre de son projet pédagogique : « projet d'école bilingue » en partenariat avec la Ville de Mayenne, l'école P et M Curie a sollicité le soutien financier de l'état dans le cadre du dispositif NEFLE, ce afin d'organiser des séjours avec les élèves au Royaume uni. Dans le cadre de ce projet, chaque année, 2 classes (environ 40 élèves) partiront en classe transplantée afin de découvrir l'Angleterre, la préparation du séjour comme le séjour lui-même étant l'occasion de mettre en application l'apprentissage de l'anglais. Après avis favorable de la commission « Affaires scolaires et restauration », la municipalité ayant été sensibilisée à l'intérêt et au caractère innovant d'un tel projet, elle s'engage à financer sur l'enveloppe allouée aux « mesures à caractère social en faveur des familles pour le départ des élèves de 1<sup>er</sup> cycle en classes transplantées » les aides nécessaires à un départ en classe transplantée pour 2 classes, par année civile, sur ce dispositif « école bilingue » et ce sur la durée du projet.

Les budgets prévisionnels pour les premiers séjours : ont été estimés en fonction du niveau des élèves et des programmes d'activités envisagées et oscillent entre 18 000 € et 25 500 € le séjour soit 450 € à 638 € par élève.

Les crédits alloués actuellement sur les « mesures à caractère social en faveur des familles pour le départ des élèves de 1<sup>er</sup> cycle en classes transplantées » sont de 20 000 € pour l'ensemble des familles dont les enfants sont scolarisés dans les écoles de Mayenne, et permettent de soutenir en moyenne un projet par école et par an.

La demande de subvention NEFLE de P et M Curie a été acceptée pour un montant de 23 150 € sur l'ensemble du projet qui doit s'étaler sur 3 années scolaires. Par la signature de cette convention, la collectivité s'engage à financer le projet à hauteur de l'aide de l'état soit 23 150 €, somme à laquelle pourront venir s'ajouter les aides sociales individuelles allouées en fonction des quotients familiaux CAF. Cette somme allouée par l'état au projet sera versée à la Ville de Mayenne qui en assurera la gestion sur la durée totale du projet.

##### **Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :**

- **autorise M. le Maire à signer avec l'état la convention NEFLE intitulée « Convention de financement dans le cadre du fond d'innovation pédagogique » relative au « projet d'école bilingue ».**
- **autorise le règlement dès à présent des réservations pour le premier séjour programmé en mai 2024.**

#### **5 - Aide attribuée par élève Mayennais aux FSE Foyers Sociaux éducatifs des collèges et lycées situés sur la commune de Mayenne**

##### **M. PAILLASSE expose :**

La Ville de Mayenne octroie traditionnellement, depuis de nombreuses années, une aide aux foyer socio-éducatifs des collèges et lycées, aide dont le montant est fixé par enfant scolarisé et domicilié à Mayenne. Pour l'année scolaire 2022-2023 cette aide était de 5,15 €.

Ce montant est octroyé à la demande des FSE et sur présentation des justificatifs du nombre d'élèves mayennais scolarisés au sein des établissements et domiciliés à Mayenne.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, reconduit ce montant pour l'année 2023 – 2024.**

#### **6 - Demande de subvention FSE du collège Sévigné 2023 2024**

##### **M. PAILLASSE expose :**

Afin de soutenir le fonctionnement des foyers sociaux éducatifs, la ville de Mayenne octroie par année scolaire une subvention de 5,15 € par élève scolarisé au collège Sévigné et domicilié à Mayenne. Le nombre d'élèves domiciliés à Mayenne à la rentrée de septembre 2023 est de 174 élèves sur les 345 élèves du collège Sévigné.

Le collège Sévigné a transmis un bilan financier de l'utilisation des aides 2022 ainsi que la liste des activités réalisées par le FSE en 2022-2023 soit :

- Location de jeux pour une après-midi festive
- Participation aux expositions d'art à la Chapelle des Calvairiennes
- Achats pour goûter portes ouvertes du Collège
- Un échange en Allemagne et Espagne
- Un séjour dans les Hauts de France
- Un séjour sportif à la base de la Rincerie
- Achat de tee-shirts pour les élèves de classe orchestre
- Financement de la participation des élèves de 4<sup>ème</sup> au concours « Drôles de Maths »
- Achat d'un jeu de romans pour le prix « T'aimes lire »
- Achat de lots pour le concours de logos pour « Tatoulu » au CDI
- Achat d'albums pour compléter le fond du CDI
- Achat de romans de l'auteur « Cécile Alix » venue au CDI le 19 juin 2023
- Abonnement à la revue « Sporteen »

Le collège Sévigné sollicite l'aide FSE de la Ville de Mayenne et a déposé un dossier CERFA et un budget prévisionnel conformes.

Vu le courrier de demande de subvention du FSE du collège Sévigné reçu le 20 octobre 2023

Vu le nombre d'enfants domiciliés à Mayenne dans cet établissement au cours de l'année scolaire 2023-2024 soit 174,

Vu le montant attribué pour chaque élève inscrit domicilié sur Mayenne soit 5,15 €

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide le versement au FSE du Collège Sévigné d'une subvention de 896,10 € au titre de l'année 2023 (174 x 5,15 euros).**

#### **7 - AVENANT à la CONVENTION relative à la participation financière de la Ville aux frais de personnel liés au temps de repas des écoles privées St Martin et St Anne St Joseph**

##### **M. PAILLASSE expose :**

La Ville a passé convention avec l'ensemble scolaire Don Bosco afin d'accompagner l'organisation de la pause méridienne et ce au bénéfice des enfants domiciliés sur la Ville de Mayenne et qui déjeunent dans les établissements privés sous contrat : St Martin, St Anne et St Joseph.

Il y a eu incompréhension entre la TP et la collectivité car si cette convention a été signée pour 3 années scolaires soit de 2020 à 2022 et porte la date de signature du 30 juin 2020, pour le trésorier la notion d'années scolaires ne semble pas explicite. La convention stipulait : « la présente convention prend effet dès sa signature pour une durée de 3 années, de l'exercice 2020 à 2022 »

Il vous est donc proposé de signer un avenant à cette convention précisant que les conditions juridiques et financières de cette convention intitulée « Convention relative à la participation financière de la Ville aux frais de personnel liés au temps de repas des écoles privées St Martin et St Anne St Joseph » signée en vertu de la délibération du conseil municipal du 25 juin 2020, et signée le 30 juin 2020, sont prolongées, et ce, du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 7 juillet 2023, soit fin de l'année scolaire 2022-2023.

**Après délibération, le conseil municipal, à la majorité (M. MOTTAIS n'ayant pas pris part au vote), autorise M. le Maire à signer cet avenant à la convention du 25 juin 2020.**

## **8 - Soutien à l'organisation d'événements sportifs**

### **M. REBOURS expose :**

La commission Sport propose de retenir les associations ci-dessous et d'attribuer les subventions suivantes pour l'année 2023 :

#### **Subvention à l'association AM BADMINTON**

L'association AM Badminton organise en novembre prochain un tournoi départemental au complexe Jules Ferry. Il est proposé d'accorder une subvention de 400 € à l'association AM Badminton à l'issue de cette manifestation.

#### **Subvention à l'association ETINCELLE MAYENNE**

L'association Etincelle Mayenne a organisé un tournoi amical sur herbe en juin au Parc des Sports. Il est proposé d'accorder une subvention de 200 € à l'association Etincelle Mayenne

#### **Subvention à l'association COYOTE POKER**

L'association Coyote Poker organise un tournoi ouvert à tous le 21 octobre au SAS. Il est proposé d'accorder une subvention de 200 € à l'issue de la manifestation

#### **Subvention au club MAY ROC**

Le club May'Roc organise son Open d'escalade les 16 et 17 décembre prochains. Il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 1 400 € au club à l'issue de cette manifestation.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide l'attribution de ces subventions.**

## **9 - Contrats d'images**

### **M. REBOURS expose :**

Pour soutenir les sportifs de haut niveau, la ville propose des contrats annuels aux athlètes inscrits sur les listes des sportifs de haut niveau définie par le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

La ville de Mayenne accompagne ces athlètes en versant une subvention au club qui utilise cet argent pour accompagner l'athlète dans sa pratique de haut niveau.

Six sportifs mayennais remplissent aujourd'hui les conditions pour obtenir une aide financière de 500 euros dans le cadre des contrats d'images.

- 5 licenciés du CAM athlétisme
- 1 licencié du Tennis club mayennais

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide le versement de cette aide aux athlètes de haut niveau.**



|  |
|--|
| <b>10 - Mandat spécial pour la participation de 4 élus au 105<sup>ème</sup> Congrès des Maires et Présidents d'intercommunalités de France, Paris - 21 au 23 Novembre 2023</b> |
|--|

**M. TALOIS expose :**

Vu les articles L.2123-18 et R.2123-22-1 du CGCT ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant le taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;

Vu le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 16 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991;

Le mandat spécial correspond à une mission qui doit être accomplie, dans l'intérêt de la commune, par un ou plusieurs membres du conseil municipal et avec l'autorisation de celui-ci.

La notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l' élu et doit correspondre à une opération déterminée de façon précise quant à son objet et limitée dans sa durée. Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels.

La prise en charge de ces frais de déplacement restera conforme aux montants fixés par décret et votés lors du conseil municipal du 12 mai 2022 – délibération CM12052022\_19.

Mme JONES Valérie, Mme ANGOT Francine, Mme ROUYERE Joëlle, conseillères municipales et M. MOTTAIS Adrien conseiller municipal, se rendront à PARIS pour participer à cette manifestation.

Conférant le caractère de mandat spécial au déplacement au 105<sup>ème</sup> Congrès des Maires et Présidents d'intercommunalités de France de Mme JONES Valérie, Mme ANGOT Francine, Mme ROUYERE Joëlle, conseillères municipales et M. MOTTAIS Adrien conseiller municipal.

***Après délibération, le conseil municipal, à la majorité (M. MOTTAIS et Mmes JONES, ANGOT et ROUYERE n'ayant pas pris part au vote), prend en charge les frais liés à ces mandats spéciaux par remboursement à posteriori des frais avancés (sur présentation de justificatifs).***

|   |
|---|
| <b>11 - Finances – Transfert de compétence « local prévention santé » – procès-verbal de mise à disposition des biens à titre gratuit</b> |
|---|

**M. TALOIS expose :**

Conformément aux statuts de Mayenne Communauté, la prévention santé est intégrée à sa compétence santé publique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 se caractérisant pour la Ville par la mise à disposition de locaux dédiés à l'UC IRSA et à la Maison des Adolescents (situés au 42 place Gambetta).

Les articles L5211-17, L1321-1, L1321-2 du Code Général des Collectivités territoriales régissent notamment la situation des biens.

*« Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence. »*  
La remise de ces biens a lieu à titre gratuit.

Aussi, la Ville de Mayenne reste propriétaire de l'ensemble des biens et Mayenne Communauté assume l'ensemble des obligations du propriétaire.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la Ville de Mayenne antérieurement compétente et Mayenne Communauté.

En conséquence, au vu du rapport final de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 20 juin 2023 adopté à l'unanimité et ayant obtenu la majorité qualifiée des conseils municipaux, le procès-verbal a été établi en listant l'inventaire des biens liés au bâtiment situé place Gambetta à Mayenne affecté dans le cadre de la prévention santé à l'UC IRSA et à la Maison des Adolescents.

**M. TALOIS** : Il y a eu une journée portes ouvertes dans ce local. De nombreuses personnes sont passées pour découvrir le local rénové et pour découvrir ce que sont les activités de l'UC IRSA. J'invite tous les membres du conseil municipal et tous ceux qui nous écoutent à s'intéresser de près aux missions de ce service. Ce sont des missions de prévention de santé avec des consultations infirmières et médicales très approfondies. Il n'y a pas de prescriptions de médicaments mais ça permet de faire un point sur la situation de santé. C'est ouvert à tous et financé par l'assurance maladie et le local est financé par notre collectivité. On peut être satisfait de permettre à cette association de pouvoir travailler pour l'ensemble du nord Mayenne.

**M. LE SCORNET** : On n'insistera jamais assez sur la prévention en termes de santé et c'est un opérateur très précieux à nos côtés.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :**

- **approuve le procès-verbal de mise à disposition des biens du bâtiment situé 42 Place Gambetta à Mayenne utilisé pour la prévention santé.**
- **autorise Monsieur le Maire à le signer.**

|   |
|---|
| <b>12 - Finances – Achat mutualisé d'un nettoyeur haute pression – Versement d'un fonds de concours au budget annexe déchets ménagers de Mayenne Communauté</b> |
|---|

**M. TALOIS expose :**

Le service déchets ménagers a acquis un nettoyeur haute pression d'un montant de 3 693 € HT pour équiper la piste de lavage du centre technique commune avec notre service espaces verts. Il vous est proposé d'accepter le versement d'un fonds de concours à hauteur de 50 % du montant hors taxes.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :**

- **autorise la participation de la Ville au moyen d'un fonds de concours de 1 846 €,**
- **dit que les crédits sont ouverts à la décision modificative n°2 présentée ce jour,**
- **autorise le Maire à signer la convention relative au versement de ce fonds de concours avec le Vice-Président de Mayenne Communauté.**

|   |
|---|
| <b>13 - Finances – Budget annexe eau et assainissement – Travaux extension de réseaux chemin de Grinhard - Versement d'une participation aux travaux par Mayenne Communauté</b> |
|---|

**M. TALOIS expose :**

Au cours de cet exercice 2023, le budget annexe eau et assainissement a supporté des travaux d'extension des réseaux eaux usées et de renforcement du réseau d'eau potable chemin de Grinhard pour un total de 177 764,55 € HT. Ces travaux ont notamment permis la viabilisation d'une parcelle de la zone d'activités de l'Orgerie gérée au moyen d'un budget annexe par Mayenne Communauté.

Considérant que pour desservir la parcelle de la zone d'activités, le linéaire de la conduite en eaux usées est de 77 mètres et que le prix moyen des prestations en eaux usées du marché contracté par la Ville est de 350,25 €/mètre,

Considérant que pour desservir la parcelle, le linéaire de la conduite en alimentation eau potable est de 145 mètres et que le prix moyen des prestations en alimentation eau potable du marché contracté par la Ville de Mayenne est de 79,05 €/mètre,

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :**

- **autorise la participation de Mayenne Communauté via son budget annexe de la Zone d'Activités de l'Orgerie au moyen d'une participation à verser au budget annexe eau et assainissement de 38 431,80 €**,
- **autorise le Maire à signer la convention relative au versement de cette participation avec le Vice-Président de Mayenne Communauté.**

#### 14 - Finances – Budget principal – Exercice 2023 – Décision modificative n°2

##### M. TALOIS expose :

Le budget principal 2023 a été adopté par délibération du 13 avril dernier puis ajusté par décision modificative n°1 pour des montants de 20 354 422,32 € en section de fonctionnement et de 9 775 766,47 € en section d'investissement. Depuis cette première décision modificative du 21 septembre dernier, des besoins nouveaux en dépenses sont apparus ou se sont précisés et des recettes nous ont été notifiées.

Ainsi, il vous est proposé d'ajuster le budget au moyen d'une seconde décision modificative intervenant sur les deux sections budgétaires.

##### Section de fonctionnement :

| Chap. | Fonc. | Nature | Libellé opération  | DÉPENSES     | RECETTES |
|-------|-------|--------|--|--------------|----------|
| 011   | 422 4 | 60632  | Stores occultant bâtiment AGITATO  | 700,00 €     |          |
| 011   | 816 1 | 617    | Etude AMO réseau de chaleur sur la création d'un budget annexe l'assistance au développement de la stratégie énergétique de la Ville et à l'optimisation du réseau | -84 000,00 € |          |
| 65    | 211 1 | 6574   | Contrat d'association OGEC maternel 2023   | 2 656,00 €   |          |
| 65    | 212 1 | 6574   | Contrat d'association OGEC primaire 2023   | -17 193,00 € |          |
| 65    | 255 5 | 6574   | Convention OGEC temps périscolaires  | -1 638,00 €  |          |
| 65    | 251   | 6574   | Convention OGEC temps du repas   | 7 940,00 €   |          |
| 65    | 024 3 | 6574   | Subvention Union Commerciale   | 22 000,00 €  |          |
| 65    | 048   | 6574   | Subvention sinistre Maroc  | 1 000,00 €   |          |
| 65    | 026 1 | 6558   | Frais d'obsèques indigents   | 1 000,00 €   |          |

| Chap. | Fonc. | Nature | Libellé opération   | DÉPENSES | RECETTES     |
|-------|-------|--------|---|----------|--------------|
| 70    | 421 4 | 7066   | Redevances à caractère social des familles pour la fréquentation de la courte échelle     |          | -26 393,00 € |
| 70    | 421 4 | 70632  | Redevances à caractère de loisirs des familles pour la fréquentation de la courte échelle |          | 26 393,00 €  |

|                           |       |       |  |                        |                        |
|---------------------------|-------|-------|--|------------------------|------------------------|
| 70                        | 421 5 | 7066  | Redevances à caractère social des familles pour la fréquentation de Planet Mômes                                   |                        | -21 000,00 €           |
| 70                        | 421 5 | 70632 | Redevances à caractère de loisirs des familles pour la fréquentation de Planet Mômes                               |                        | 21 000,00 €            |
|                           |       |       |  |                        |                        |
| 73                        | 01    | 73211 | Attribution de Compensation définitive 2023  |                        | -8 337,00 €            |
| 73                        | 01    | 73212 | Dotation de Solidarité Communautaire   |                        | 795,00 €               |
|                           |       |       |  |                        |                        |
| 74                        | 816 1 | 7478  | Subvention Adème pour l'étude réseau de chaleur  |                        | -63 000,00 €           |
| 74                        | 91 3  | 7473  | Subvention Département pour CIMA   |                        | -2 000,00 €            |
| 74                        | 211 0 | 74741 | Participations aux frais de scolarité des communes du territoire de Mayenne Communauté pour les écoles maternelles |                        | 4 265,00 €             |
| 74                        | 212 0 | 74748 | Participations aux frais de scolarité des communes hors territoire de Mayenne Communauté pour les écoles primaires |                        | 2 463,00 €             |
| 74                        | 411   | 74785 | Participations pour occupation des salles de sports par les lycéens et collégiens                                  |                        | 4 600,00 €             |
|                           |       |       |  |                        |                        |
| 77                        | 523   | 7711  | Pénalité de retard à EDF sur branchement logements rue des Perrouins   |                        | 9 000,00 €             |
|                           |       |       |  |                        |                        |
| 023                       | 01    | 023   | Virement à la section d'investissement   | 15 321,00 €            |                        |
|                           |       |       |  |                        |                        |
| <b>TOTAL DM n°2</b>       |       |       |  | <b>-52 214,00 €</b>    | <b>-52 214,00 €</b>    |
| Pour mémoire BP 2023      |       |       |  | 20 354 422,32 €        | 20 354 422,32 €        |
| <b>TOTAL APRES DM n°2</b> |       |       |  | <b>20 302 208,32 €</b> | <b>20 302 208,32 €</b> |

Section d'investissement :

| Chap. | Fonc. | Nature | Libellé opération                          | DÉPENSES    | RECETTES |
|-------|-------|--------|--|-------------|----------|
|       |       |        |  |             |          |
| 21    | 422 4 | 21318  | Stores occultants                          | -2 500,00 € |          |
| 21    | 211 0 | 2183   | Equipement informatique écoles maternelles | -8 250,00 € |          |
| 21    | 212 0 | 2183   | Equipement informatique écoles primaires   | -7 638,00 € |          |
| 21    | 211 0 | 2184   | Lits Angellerie et Prévert                 | 8 000,00 €  |          |
|       |       |        |  |             |          |

|                           |       |         |   |                       |                       |
|---------------------------|-------|---------|---|-----------------------|-----------------------|
| 204                       | 814   | 2041582 | Travaux d'éclairage public confiés au TEM   | 800 000,00 €          |                       |
| 204                       | 823   | 2041511 | Fonds de concours au budget déchets de Mayenne<br>Communauté pour achat mutualisé d'un nettoyeur haute pression service espaces verts | 1 846,00 €            |                       |
| 20                        | 816 1 | 2031    | Etude AMO réseau de chaleur   | 76 000,00 €           |                       |
| 20                        | 01    | 2051    | Acquisition Antivirus   | 30 000,00 €           |                       |
| 20                        | 823   | 2051    | Serveur pour services espaces verts   | -7 300,00 €           |                       |
| 20                        | 020 2 | 2051    | Acquisition de licences   | -6 000,00 €           |                       |
| 23                        | 523 1 | 2313    | Travaux local destiné aux associations caritatives  | -1 002 470,63 €       |                       |
| 13                        | 01    | 1328    | Subvention Adème Réseau de chaleur  |                       | -63 994,00 €          |
| 13                        | 816 1 | 1328    | Subvention Adème pour AMO Réseau de chaleur   |                       | 58 603,00 €           |
| 13                        | 816 1 | 1323    | Subvention Département pour AMO Réseau de chaleur biomasse  |                       | 63 994,00 €           |
| 13                        | 412   | 13251   | Fonds de concours thématique Mayenne Communauté pour Tribune du stade   |                       | 50 000,00 €           |
| 16                        | 01    | 1641    | Emprunt d'équilibre 2023  |                       | -1 200 000,00 €       |
| 024                       | 01    | 024     | Cession école maternelle Charles Perrault   |                       | 960 000,00 €          |
| 021                       | 01    | 021     | Virement de la section de fonctionnement  |                       | 15 321,00 €           |
| 020                       | 01    | 020     | Dépenses imprévues  | 2 236,63 €            |                       |
| <b>TOTAL DM n°2</b>       |       |         |   | <b>-116 076,00 €</b>  | <b>-116 076,00 €</b>  |
| Pour mémoire BP 2023      |       |         |   | 9 775 766,47 €        | 9 775 766,47 €        |
| <b>TOTAL APRES DM n°2</b> |       |         |   | <b>9 659 690,47 €</b> | <b>9 659 690,47 €</b> |

Il vous est proposé d'adopter la décision modificative n°2 de l'exercice en cours intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites comptablement dans le document annexé, et conformément au tableau ci-dessous :

- au niveau des chapitres :

|                    | Fonctionnement    |                   | Investissement     |                    |
|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
|                    | Dépenses          | Recettes          | Dépenses           | Recettes           |
| Opérations réelles | -67 535,00        | -52 214,00        | -116 076,00        | -131 397,00        |
| Opérations d'ordre | 15 321,00         |                   |                    | 15 321,00          |
| <b>TOTAL</b>       | <b>-52 214,00</b> | <b>-52 214,00</b> | <b>-116 076,00</b> | <b>-116 076,00</b> |

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte la décision modificative n°2 à l'exercice 2023 du budget principal telle qu'elle est présentée et annexée.**

## 15 - Finances – Budget principal - Exercice 2023 – Admission en non-valeur de produits communaux

### M. TALOIS expose :

Monsieur le Comptable Public nous demande d'éteindre des créances dans le cadre de 2 procédures individuelles de surendettement pour un total de 241,55 € sur le budget principal prélevé à l'article c/6542 - créances éteintes – sur l'exercice en cours.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise l'admission en non-valeur des créances ci-dessus au moyen de la liste annexée pour un montant total de 241,55 € sur le budget 2023.**

## 16 - Vente d'un camion - Autorisation de signature

### M. TALOIS expose :

En raison de l'arrêt progressif de la collecte des ordures ménagères en porte-à-porte, le service déchets met en vente un camion benne à ordures ménagères 19 tonnes de la marque DAF – immatriculé FT-641-XD.

Ce véhicule a fait l'objet d'une mise à disposition par la Ville de Mayenne (sans transfert de propriété) au service déchets de Mayenne Communauté lors de la création de l'ex CCPM.

La société SARL EVA souhaite acquérir ce camion, afin de diversifier ses activités en matière de gestion des déchets et notamment des biodéchets.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer la vente du bien mentionné ci-dessus pour un montant de 5 500,00 €.**

## 17 - Résiliation de l'adhésion à e-collectivité Syndicat Mixte Régional

### M. TALOIS expose :

Dans le cadre du développement des procédures de dématérialisation et des usages numériques dans les collectivités, le syndicat mixte e-Collectivités a été créé par arrêté préfectoral le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Le syndicat mixte régional e-Collectivités, opérateur public de services numériques, est une structure dédiée au développement de l'administration électronique et à la transformation numérique des collectivités territoriales de la région Pays de la Loire.

Par délibération du conseil municipal du 27 janvier 2022, la ville de Mayenne a adhéré au syndicat. Après quelques mois d'exercice, il s'avère que la ville de Mayenne utilise uniquement « **e administration** » sur le panel de l'offre (Logiciels Métiers, Confiance Numérique, Ecole Numérique), à savoir Pléiade nous permettant la transmission des actes par voie dématérialisée. Pour rappel le coût d'adhésion au syndicat est de 5 604,69 €.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, résilie son adhésion au Syndicat Mixte Régional e-collectivité à compter du 27 janvier 2024.**

## 18 - Validation de la nouvelle Convention Cadre Ville/CCAS

### Mme LEROUX expose :

Le CCAS est un établissement public administratif de la Ville de Mayenne, chargé d'animer et de coordonner l'action sociale municipale sur le champ de la solidarité et de la gérontologie, principalement.

Il exerce l'intégralité de ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L. 123-4 et L.123-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles ainsi que le cadre du décret n°95-562 du 6 mai 1995, qui précise les attributions de cet établissement public.

Conformément à l'article 25 du décret du 26 mai 1995, qui prévoit que les recettes d'exploitation et de fonctionnement du Centre Communal d'Action Sociale peuvent comprendre notamment les subventions versées par la commune, le CCAS reçoit des subventions de la Ville de Mayenne, évaluées annuellement, afin d'équilibrer son budget de fonctionnement et son budget d'Investissement.

En tant qu'établissement autonome rattaché à la Ville de MAYENNE, le CCAS dispose de la faculté d'organiser les modalités techniques d'organisation et d'exercice de ses propres services opérationnels.

Dans le respect de l'Autonomie du CCAS et dans l'intérêt d'une bonne organisation des services, la Ville de MAYENNE s'engage toutefois à apporter au CCAS et pour certaines fonctions son savoir-faire et son expertise et vice-versa.

Dans ce contexte de mutualisation des services, il est nécessaire de préciser et formaliser dans une convention Cadre la nature des liens fonctionnels existants entre le CCAS et les services de la Ville de Mayenne avec pour objectif de dresser l'étendue et la nature des relations entre les 2 structures.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide la nouvelle convention et autorise Monsieur le Maire de Mayenne à la signer.**

|  |
|--|
| <b>19 - Marchés publics – Contrat d'exploitation et de maintenance des installations CVC des bâtiments de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté (22SER04) – Avenant n°1 – Autorisation de signature</b> |
|--|

**Mme FOURNIER expose :**

Par marché notifié le 13 juillet 2022, Mayenne Communauté (coordonnateur du groupement de commandes conclu avec la Ville de Mayenne) a confié à la société ENGIE SOLUTIONS le marché d'exploitation et de maintenance des installations CVC des bâtiments de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 31 août 2027.

Conformément à l'article 15 du CCAP du marché, ce dernier peut faire l'objet d'avenants et/ou d'ordres de service afin de tenir compte de l'évolution des installations, des cibles de consommations NB et du périmètre. En l'occurrence, doivent faire l'objet d'avenants :

- Les modifications de périmètres résultants de la mise en service, cession ou démolition d'un bâtiment ou partie de bâtiment,
- Les raccordements au réseau de chaleur de la Ville.

Or, il convient de prendre en compte :

- La suppression des prestations pour l'école maternelle Charles Perrault avec les prestations P1, P2 et P3 :

| Redevance P1      |
|-------------------|
| 10 558,15 €.HT/an |

| Redevance P2   |
|----------------|
| 619.41 €.HT/an |

| Redevance P3   |
|----------------|
| 255.98 €.HT/an |

- La suppression des prestations pour la maison Bertrand avec les prestations P2 et P3 :

| Redevance P2   |
|----------------|
| 297.68 €.HT/an |

| Redevance P3  |
|---------------|
| 60.77 €.HT/an |

L'échéance de ce marché étant fixée au 31 août 2027, le montant de l'avenant est estimé à -46 860.32 € HT pour la durée du contrat restant à courir :

| Sites/prestations                 | P1            | P2           | P3           | TOTAL                |
|-----------------------------------|---------------|--------------|--------------|----------------------|
| Ecole Maternelle Charles Perrault | - 42 232.59 € | - 2 323.21 € | - 960.11 €   | - 45 515.91 €        |
| Maison Bertrand                   |               | - 1 116.50 € | - 227.91 €   | - 1 344.41 €         |
| <b>TOTAL</b>                      | - 42 232.59 € | - 3 439.71 € | - 1 188.02 € | <b>- 46 860.32 €</b> |

Ce projet d'avenant a été approuvé par la commission MAPA de la Ville de Mayenne réunie le mardi 17 octobre 2023.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.**

**20 - Marchés publics – Travaux de rénovation de la tribune du stade (23TRA06) – Lot 1 : Maçonnerie - Avenant – Autorisation de signature**

**Mme FOURNIER expose :**

Par marché notifié le 4 mai 2023, la Ville de Mayenne a confié à la société PREVOSTO le marché des « Travaux de rénovation de la tribune du stade municipal de la Madeleine – Lot 1 : Maçonnerie » pour un montant de 9 992.00 € HT.

Or, des ajustements sur l'installation de chantier mis en œuvre (linéaire de clôture, nettoyage, affichage réglementaire et entretien des voies d'accès) viennent modifier le montant initial du marché.

Ces modifications impliquent une moins-value totale de 753.00 € HT, soit une variation de -7.54 % du montant du marché qui passe ainsi de 9 992.00 € HT à 9 239.00 € HT.

Ce projet d'avenant a été approuvé par la Commission MAPA de la Ville de Mayenne réunie le 17 octobre dernier.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présent.**

\*\*\*\*\*

**Mme ANGOT :** On a eu une réunion d'informations sur la vigilance citoyenne et depuis on n'a pas eu de nouvelle. Ce sujet devait passer au conseil municipal d'octobre qui a été annulé et nous sommes au mois de novembre et il n'y a toujours rien.

**M. LE SCORNET :** Sur le principe, nous y sommes favorables. On a un rendez-vous avec les gendarmes prochainement et on va pouvoir le proposer au conseil municipal 2024. Maintenant, il faut trouver les volontaires. L'avis n'est pas forcément unanime mais majoritaire pour aller dans ce sens.

**Mme ANGOT :** Ce sera présenté à un conseil ?



**M. LE SCORNET** : Oui bien sûr.

**Mme ANGOT** : Les personnes intéressées peuvent déjà venir ?

**M. LE SCORNET** : Attendons que tout soit formalisé.

**M. CHOUZY** : En lien avec les événements climatiques actuels, on peut voir que certaines communes ont été impactées lourdement. Heureusement, très peu pour nous. Néanmoins, j'attire votre attention en tant que correspondant incendie et de secours sur la révision du plan communal et de sauvegarde. Il faut qu'on mène une réflexion et qu'on le mette à jour car il date un petit peu. Il faut également qu'on mène une réflexion à l'échelle de l'intercommunalité car la loi Matras nous impose de faire un plan intercommunal de sauvegarde. Il faut dépoussiérer cet outil, car tant mieux s'il ne nous sert pas mais s'il nous servait, il faudrait qu'il soit à jour.

**M. LE SCORNET** : Vous avez raison de souligner l'importance de ce document qui doit faire l'objet d'une préparation minutieuse et qui ne doit pas rester sur une armoire à prendre la poussière et qui doit être mis en œuvre en cas de difficulté particulière. Certaines collectivités ont dû se réveiller douloureusement après la tempête. On voit la nécessité de pouvoir assurer ce plan de continuité et de voir comment les services peuvent s'organiser. On a été assez peu impactés par la tempête, il y a eu trois faits : un arbre est tombé dans l'enceinte de la gendarmerie, la toiture du château d'eau s'est en partie envolée et un arbre est tombé à la Tricottière. Sur le principe du PCS, je suis favorable et je souhaite que vous puissiez vous y impliquer très fortement.

**M. CHOUZY** : Pas de problème. J'étais à Brest de manière professionnelle et j'ai pu voir les dégâts. Oui, on va travailler dans ce sens. J'attire aussi votre attention sur la prime pouvoir d'achat. On sollicite nos agents et c'est plutôt bien de mettre en place ce genre de dispositif. Verser l'intégralité, ça impacterait lourdement notre collectivité. Toute la collectivité a fait des efforts. Néanmoins, je suis favorable à verser, même une partie, car ce sont de petits salaires. Ce sont des gens qui sont impactés au quotidien. Je ne suis pas favorable à ce qu'on verse la totalité (environ 150 000 euros) mais si on adoptait une quotité à 25 %, ça ferait un peu moins de 40 000 euros. C'est un décret qui est sorti au JO du 1<sup>er</sup> novembre et je voulais le mettre à votre attention et je trouve important de le signaler.

**Mme FOURNIER** : Le travail est mené à la fois par le service RH sur le financement nécessaire pour répondre à cette prime pouvoir d'achat. C'est un sujet qu'on va aborder en CST avec des chiffres précis. La prime est un élément de rémunération possible et de petit coup de pouce. Sur ce sujet des rémunérations des fonctionnaires territoriaux et en particulier ceux de Mayenne Communauté, tout un travail est mené sur la qualité de vie au travail, le temps de travail. On a aussi travaillé sur les chèques déjeuners et qui pouvait avoir un impact sur le pouvoir d'achat. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, chaque agent a un chèque déjeuner par jour travaillé (avant 10 par mois). La participation est de 60 % de la part de l'employeur. En lien avec le pouvoir d'achat mais aussi en lien avec la protection des agents, il y a avait une prise en charge de 5 euros pour la participation à la mutuelle. On a fait un état des lieux et on s'est rendu compte que beaucoup d'agents et surtout ceux avec les plus petits salaires n'avaient pas de garantie maintien de salaire. Sa mise en place sera obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2025 et la complémentaire santé au 1<sup>er</sup> janvier 2026. On a considéré que l'urgence était d'améliorer la protection lors d'arrêt de travail et d'améliorer le niveau de mutuelle prévoyance. Elle sera mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2024. On a fait le choix, collectivement, d'aider l'agent en fonction de son indice avec une participation de mutuelle de groupe. Cette participation est de 25, 20 ou 15 euros par mois selon les indices. Je pense que c'est une nécessité de se couvrir en cas d'arrêt maladie. 200 agents sont venus se renseigner aux réunions. On a bien en tête le pouvoir d'achat. On a aussi travaillé sur l'organigramme avec un travail de fond mené par le DRH et son équipe. Le travail a été positif sur les évolutions possibles de carrière de nos agents. A mon sens, ce sont des actions favorables en matière d'attractivité et de réponse aux problématiques de pouvoir d'achat. Je ne suis pas forcément favorable aux primes. Ce sera une discussion partagée entre nous. Je préfère travailler sur des sujets de fond avec des perspectives de carrière dans la collectivité. On sollicite beaucoup les services, je suis au cœur des services, quasiment tous les jours, et ils sont réactifs, on ne peut que s'en féliciter. C'est tout un travail de fond qui va au-delà d'une prime.

**M. LE SCORNET** : C'est un beau sujet qui nous attend dans les prochaines semaines. On n'a pas attendu la prime pouvoir d'achat pour travailler sur la politique RH. Notre collectivité s'y est impliquée depuis le début du mandat de manière très forte. Il va falloir qu'on trouve un équilibre. Ce que je trouve désagréable, c'est

que l'Etat impose, sans concertation et elle demande de régler la facture sans aucune compensation. Ça vient nuire à la qualité des politiques sociales qu'on met en œuvre depuis quelques temps. On aura l'occasion d'en reparler. Je souhaite qu'on puisse avoir un dialogue serein avec les organisations syndicales comme depuis le début du mandat. Il faut regarder ce qu'on a déjà fait et ce dont on est en capacité de faire en matière de capacité financière.

**M. MOTTAIS :** Je voudrais revenir sur un sujet pour lequel nous avons été sollicités par des commerçants de la ville et dont je me fais écho ce soir : c'est le questionnaire qui leur a été spécifiquement destiné sur le jardin éphémère. Cette sollicitation a plus pris la forme d'une alerte sur le fonds du questionnaire. Nous n'avions pas connaissance de ce questionnaire en tant qu'élus. Il nous a été transmis et on l'a analysé. C'est vrai qu'on a été un peu surpris par le fonds. Dans le journal municipal, en cours de diffusion, il est écrit qu'il y a des réunions qui sont en cours sur la suite à donner. Dans le questionnaire en question, il est écrit « ce projet de verdissement va se poursuivre dans la durée pour devenir à terme permanent ». Ça s'appelle du double langage. D'un côté, vous dites à la population que rien n'est fait et que tout reste à définir et de l'autre côté, on fait comprendre aux commerçants que quel que soit l'avis émis, la messe est dite. Ça nous interroge.

**M. LE SCORNET :** J'ai bien conscience que ça vous interroge beaucoup, je crois même que c'est devenu une obsession.

**M. MOTTAIS :** Non mais le centre-ville n'est pas un petit sujet. Si on ajoute à ça le questionnaire grand public et sa forme dont on aurait beaucoup à dire.

**M. LE SCORNET :** Dites-le ! L'instance privilégiée de débat sur ces sujets est le conseil municipal et non les réseaux sociaux.

**M. MOTTAIS :** On l'a écrit dans la tribune donc on assume nos propos. Si on ajoute à ça la forme du questionnaire grand public, nous regrettons que ça vienne rendre inaudible le message sur un sujet qui, selon nous, devrait être bien plus large, que la seule végétalisation. Le sujet n'est pas de savoir si on doit végétaliser telle ou telle place, aujourd'hui, demain ou après-demain mais il est de savoir quel centre-ville on veut dans 10, 15 ou 20 ans. Le sujet est bien plus que la végétalisation, c'est le sens de circulation, le stationnement, le logement en ville, le transport en commun. C'est une question de vision. Quelle vision globale a-t-on pour le centre-ville ? Quelle stratégie de reconquête veut-on pour le centre-ville ? Je vais vous donner un exemple avec la ville de Laval. On peut penser ce qu'on veut sur l'aménagement de la place du 11 novembre à Laval mais ce qu'on ne peut pas enlever aux élus, c'est qu'ils ont une stratégie et une vision qu'ils assument. Aujourd'hui, les habitants, les commerçants et nous les élus, nous regrettons de ne pas connaître votre vision. Ça nous paraît pertinent et primordial qu'on puisse se doter d'une véritable étude urbaine de requalification du centre-ville avec une approche pluriannuelle et avec le soutien de cabinets d'aménagement et d'urbanisme qui soient compétents dans le domaine. Ça fait plus de 3 ans que vous avez été élus sur une promesse de réenchantement du centre-ville et aujourd'hui, nous pensons qu'il faut aller sur une vision beaucoup plus globale.

**M. LE SCORNET :** Je suis étonné que vous parliez de cette vision globale car on l'avait voté ensemble quand nous avons adopté l'ORT. Vous étiez présents sur cette stratégie du centre-ville et nous avons débattu et vous l'avez même voté. Dans les fiches action, il y avait même le projet de végétalisation qui apparaissait. Vous faites maintenant marche arrière alors que vous avez voté le principe même de cette place végétalisée expérimentale. Vous l'avez bien voté ?

**M. MOTTAIS :** Si vous avez entendu ce que je viens de dire, je dis que le sujet est global et que ce n'est pas seulement celui de la végétalisation.

**M. LE SCORNET :** Non mais cette vision du centre-ville on l'a puisque nous avons adopté ensemble cette vision globale au travers la mise en place de l'ORT. Vous êtes d'accord ? Sur le centre-ville, on voit bien que le monde change et les effets du réchauffement climatique imposent un modèle de développement qui n'est pas celui qu'on a connu. Parmi les solutions qui s'offrent à nous, la végétalisation et la renaturation sont des points extrêmement importants. Je me suis permis de regarder votre programme électoral et vous aviez évoqué cette idée de pouvoir végétaliser 1 m<sup>2</sup> par habitant, ce qui fait 1,3 hectares. Il faut m'expliquer ou vous mettez ces espaces de végétalisation ?

**M. MOTTAIS :** Façades et toitures comprises.

**M. LE SCORNET** : Il faut aller beaucoup plus vite que ça et ce projet de végétalisation répond à cet objectif de pouvoir expérimenter. Il faut prendre le temps de la concertation et voir comment les gens réagissent et je trouve que ce qu'on a mis en place est plutôt exemplaire sur la forme car ça nous permet d'agir en ayant le souci d'entendre ce que les gens ont à nous dire. C'est vrai qu'on aura l'occasion d'y revenir, nous sommes en train de rencontrer un certain nombre d'acteurs. S'il doit y avoir un jardin végétalisé l'année prochaine sur la place Clémenceau, il sera sans doute différent de celui qu'on a connu cette année car on aura entendu, écouté et retenu les leçons. Cette rigidité que vous avez par rapport à cette place Clémenceau m'étonne et j'ai l'impression que c'est une sorte d'aveuglement et d'obsession. Globalement, les gens que je rencontre sont plutôt contents. Qu'il y ait des grincements et des résistances aux changements, c'est naturel et on l'a sur tous les sujets. Ce qu'il faut c'est faire preuve de pédagogie. Il y a quelques jours, et vous étiez absents d'ailleurs, on était au théâtre municipal sur le thème de la végétalisation du centre-ville, organisé par la JCE. Il y a eu plein d'initiatives : des entreprises, des particuliers et des collectivités se mettent à verdifier leur centre-ville et c'est une excellente chose. Il n'y a pas de raison pour que Mayenne soit en retrait par rapport à ce sujet-là.

**M. MOTTAIS** : Je confirme que j'étais absent, j'étais à l'AG de l'association Amadeus à laquelle il n'y avait aucun élu, sauf moi.

**M. LE SCORNET** : Ce n'est pas un reproche que je vous faisais.

**M. REBOURS** : Il y a plein d'AG où vous n'êtes pas là.

**M. MOTTAIS** : C'est en tout cas, un argument qui vient d'être avancé. Concernant l'ORT, vous savez bien comme moi, vous connaissez les collectivités territoriales, c'est un moyen. Il faut ensuite que ça se traduise sur des propositions concrètes et pluriannuelles. Aujourd'hui, en termes d'aménagement urbain, j'attends toujours les propositions pluriannuelles d'aménagement.

**M. LE SCORNET** : On va clore le sujet, je pense que vous êtes un peu aveuglé par votre critique systématique de ce jardin éphémère. Je trouve ça dommage car je pense qu'il y a matière à construire ensemble sur ce sujet. Je m'étonne que vous soyez aussi crispé sur un sujet qu'on voit dans toutes les collectivités.

**Mme JONES** : Vous nous dites qu'on doit travailler ensemble mais lors du dernier copil stratégie urbaine, nous n'avions pas les chiffres de ce fameux questionnaire car ils n'étaient pas disponibles. Un mois après, les chiffres sortent sur le bulletin municipal. On aurait aimé avoir ces chiffres pour en discuter en commission. Finalement, ça s'impose à nous. Encore une fois, quel est le rôle des commissions si on ne peut pas débattre tous ensemble sur ces sujets ?

**M. MARIOTON** : On ne débat pas des chiffres en commission.

**Mme JONES** : Ce qui est intéressant c'est de savoir que le questionnaire mis en ligne, pouvait être répondu 10, 15 ou 20 fois.

**M. MARIOTON** : On n'a pas tous l'esprit tordu.

**Mme JONES** : Ce n'est pas une question d'avoir l'esprit tordu, c'est une question de fiabilité des résultats. Comment peut-on orienter l'action publique avec des chiffres qui ne sont pas fiables ?

**M. MARIOTON** : Aujourd'hui, il n'existe aucun moyen, sauf à faire remplir un papier aux gens et avec signature et carte d'identité.

**Mme JONES** : Il y avait un moyen de bloquer. Je t'invite à répondre au questionnaire du conseil départemental sur les mobilités. J'ai fait le test, on peut le faire une fois mais pas plusieurs fois.

**M. MARIOTON** : Aujourd'hui, si on a la volonté de tricher, on triche.

**Mme JONES** : On peut y mettre un minimum. Comment peut-on donner du crédit à une action publique quand on n'a pas une fiabilité minimum sur la manière de procéder ?

**Mme SAULNIER** : Franchement, on s'est posé la question et on parlait du principe que chacun répondait à sa façon honnêtement. Personnellement, j'ai répondu une seule fois au questionnaire. Le but est d'avoir l'avis de tout le monde. Il faut arrêter de voir le mal partout.

**Mme JONES** : Ce n'est pas une question de voir le mal partout c'est l'interprétation des résultats qui n'ont pas une bonne fiabilité.

**M. LE SCORNET** : Je trouve ça extrêmement désobligeant à l'égard des agents qui ont consolidé les résultats. C'est comme si on remettait en cause leur éthique et leur professionnalisme.

**Mme JONES** : Ça n'a rien à voir avec le rôle des agents.

**M. LE SCORNET** : J'ai lu que vous laissiez à penser, je me trompe peut être, qu'il y avait manipulation des chiffres.

**Mme JONES** : Non, j'ai dit qu'ils n'étaient pas exploitables.

**Mme SAULNIER** : A aucun moment, vous ne vous êtes manifestés sur le fait d'un problème de fiabilité au niveau des chiffres.

**Mme JONES** : Ça faisait partie du sujet de stratégie urbaine et ça a été passé à la trappe.

**M. LE SCORNET** : Le sujet n'est pas le questionnaire mais comment on adapte nos villes au réchauffement climatique ? Comment créer des îlots de fraîcheur car on va connaître de plus en plus de canicules ? Comment rendre nos villes plus accueillantes à l'égard des seniors et des enfants ? Comment les rendre plus agréables et vertes à l'œil et à y vivre ?

**M. MOTTAIS** : On vous rejoint mais le problème est que vous voyez l'aménagement urbain à travers le seul prisme de la végétalisation. C'est ça le problème.

**Mme DESBOIS** : Il n'y a pas que la végétalisation. Ce qui a été mis en place sur la place Clémenceau fait partie des prémisses d'un changement de centre-ville. Tout nous indique qu'on doit le changer et qu'il doit être moins minéral. On doit désimperméabiliser les sols mais on ne peut pas tout faire sans étude préalable. Ça fait partie d'un commencement et d'un changement. On n'y va doucement en acculturant les gens et en faisant des retours d'expérience. On va pouvoir en faire des conclusions et continuer d'avancer. Ça a un budget et un coût. On ne peut pas attendre sans rien faire en attendant d'avoir l'argent pour tout modifier. On fait l'étude en prenant en compte le sens de circulation, une voirie pour tous. On est d'accord avec tout ça mais en attendant, on expérimente, on sensibilise et on avance tranquillement.

**Mme FOURNIER** : J'ai une pensée pour les gens qui ont travaillé sur le sujet et je pense au jury citoyen. Il y a eu un travail réalisé avec des réflexions menées et avec un souhait d'expérimenter. Je suis en phase d'avoir une vision globale. En groupe stratégie urbaine, je me souviens du travail mené avec Mickaël Bouleau, le directeur qui pilotait ce sujet, on était sur des visions globales à moyen et long terme. On s'est très vite rendu compte qu'il fallait de l'argent. C'est pas à pas qu'on va réussir à avancer et à acculturer. La résistance au changement est hyper forte, encore plus dans nos petites villes. C'est quelque chose que je n'imaginais pas. On doit être pédagogue et tout le monde doit s'exprimer. Je pense que c'est perfectible mais on fait s'exprimer un maximum d'acteurs.

**Mme DESBOIS** : Quand vous dites qu'on est borné sur le végétal au cœur du centre-ville, on pense à tout le reste. On a un schéma directeur cyclable. On a le souhait de désimperméabiliser. On avance mais on n'a pas les moyens de tout faire du jour au lendemain. Il ne faut pas être utopique. On va étudier ce centre-ville avec une vision globale. On n'est pas borné avec un arbre juste au milieu d'une place. Je ne comprends pas votre façon de réagir.

**Mme SAULNIER** : Le questionnaire du jardin éphémère n'a pas été étudié en stratégie urbaine. On a parlé des parkings pour les gens qui y travaillent mais il n'a pas été question du tout du jardin éphémère.

**M. LE SCORNET** : Je pense qu'il y a confusion sur le questionnaire. Celui que vous évoquez n'est pas celui de la ville de Mayenne mais celui des commerçants.

**Mme ES SAYEH** : Oui il a été fait par l'UCAVM. On les a rencontrés cette semaine et quand on a eu les réponses, ça concernait l'évolution des chiffres d'affaires et on peut également se demander où est cette fiabilité car c'est du déclaratif.

**M. LE SCORNET** : Je pense qu'il y a une confusion sur les deux questionnaires.

**M. MOTTAIS** : Il y a le logo de la ville.

**M. LE SCORNET** : Oui car on est partenaire de l'UCAVM.

**Mme ES SAYEH** : On ne l'a même pas vu ce questionnaire.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 40.

Le secrétaire de séance  
Yves PAILLASSE

Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET

